



Parole de la JOC :

« Notre dignité humaine n'est ni à vendre, ni à acheter »

Depuis quelques semaines, le peuple, dans sa diversité, se mobilise à travers le mouvement des “gilets jaunes”. Elles et ils témoignent de leur colère face aux inégalités croissantes et demandent à vivre dignement. Parmi elles et eux, il y a de nombreuses personnes issues du milieu ouvrier et des quartiers populaires. Les étudiantes et étudiants et les lycéennes et lycéens s’organisent aussi pour faire entendre leurs mécontentements, ravivés par l’augmentation des frais d’inscription pour les étudiants étrangers. Pour la JOC, il est légitime qu’une telle indignation émerge : elle rejoint le cri des jeunes du milieu ouvrier et les souffrances qu’elles et ils subissent dans cette société où c’est le plus fort, le plus riche qui gagne.

En effet, voilà des années que les conquits sociaux pour lesquels le milieu ouvrier s’est battu reculent. Depuis un an et demi, la conception méritocratique de la société par le Gouvernement a amené ce dernier à faire des choix qui renforcent les inégalités et la précarité au profit des plus riches. Le milieu ouvrier est le premier impacté : baisse des APL, l’assouplissement du Code du Travail qui favorise la flexibilité et qui affaiblit le pouvoir des syndicats, la réforme de l’assurance chômage, la suppression des contrats aidés...

Les jeunes sont aussi en première ligne des réformes : réforme du baccalauréat, réforme de l’apprentissage, sélection à l’entrée de l’université avec ParcoursSup. Toutes ces réformes ne permettent pas aux jeunes de construire leur avenir librement et les met en concurrence. Les jeunes du milieu ouvrier se voient rejetés, par une société qui fait du tri entre ceux qui “réussissent” et ceux qui “ne sont rien”^[1]. [Le projet du Service National Universel se dessine petit à petit, avec notamment deux semaines d’engagement civil et militaire obligatoire.](#) Le Gouvernement est prêt à y investir plus d’un milliard d’euros. Pour la JOC, il faut investir pour un meilleur accompagnement des jeunes et plus de moyens pour l’école. Pendant ce temps-là, c’est aux pauvres que l’on demande de faire le plus d’effort alors que les riches sont de moins en moins mis à contribution pour construire la solidarité (suppression de l’Impôt sur la Fortune, allègement de l’exit tax...).

A la JOC, nous croyons qu'il est possible de créer une société plus juste, où l'exploitation, l'isolement, la précarité, la discrimination n'existeront plus ; où la production et la consommation seront organisées pour servir l'Humanité et pourvoir aux besoins de tous et toutes. Nous souhaitons vivre dans une société capable de faire primer le bien commun sur ses désirs personnels, la paix sur la violence, l'intérêt des plus petits sur celui des plus forts et l'amour du prochain sur le pouvoir de l'argent.

Pour y arriver, nous devons mettre en place un véritable dialogue collectif, au sein duquel nous devons permettre à chacun et chacune de libérer sa parole en créant des espaces de débat. Il est nécessaire de s'organiser pour que la classe dominante libérale ne puisse agir sans nous ignorer, nous le milieu ouvrier et le milieu populaire, car nous sommes la base et le socle de notre société.

A l'heure où le Président de la République a redit que « nous voulons bâtir une France du mérite, du travail où nos enfants vivront mieux que nous »^[1], nous tenons à redire que notre dignité humaine n'est ni à vendre, ni à acheter, elle doit être garantie par l'Etat. Les annonces du Président de la République ne nous semblent pas suffisantes pour répondre aux demandes des plus petits et permettre de sortir de la pauvreté et de la précarité. C'est pour cela que la JOC demande à ce que chacun et chacune ait accès à un emploi digne, où nous pourrions vivre dignement par notre salaire et notre emploi.

Trop de jeunes privées et privés d'emploi souffrent de ne pouvoir contribuer à la solidarité, de ne pas mettre leurs talents au service du bien commun. Nous déplorons que rien n'ait été annoncé ni pour les jeunes, ni pour les privés d'emploi, ceux-là même que le système actuel broie alors qu'elles et ils représentent l'avenir de notre société. Les politiques publiques doivent permettre à chaque jeune de se construire librement : dans leurs études, leur avenir professionnel, leur vie au travail... Une meilleure répartition des richesses doit être mise en place pour garantir à tous et à toutes un revenu décent, quel que soit son âge et sa situation.

^[1] Discours du Président Emmanuel Macron le 29 juin 2017

^[2] Discours du Président Emmanuel Macron, le 10 décembre 2018

Pour aller plus loin :

- Le texte de la CEF (Conférence des évêques de France) : « [Appel aux catholiques de France et à nos concitoyens](#) »
- Le texte de la Mission ouvrière du Diocèse de Lille : « [Le mouvement des gilets jaunes sous la loupe de la doctrine sociale de l'Eglise](#) »

Illustration : Antoine Ganzhorn pour la JOC